

Confédération des syndicats nationaux, a dit dans un discours prononcé à Montréal il y a un peu plus d'un an:

La recherche est le noyau de l'économie moderne; pourtant nous y consacrons ici 1 p. 100 seulement de ce que les États-Unis y consacrent. Nous nous trouvons dans la zone d'influence de la plus grande économie mondiale, et pourtant nous n'avons rien fait pour ainsi dire dans le domaine de la recherche—force motrice de toute économie.

Le ministre de l'Industrie (M. Drury), parlant en mars de l'année dernière à Montréal, a dit:

La nécessité d'accroître la recherche signifie que la toute première priorité doit être accordée aux universités et aux autres institutions d'enseignement, afin de nous assurer une réserve inépuisable d'ingénieurs et de scientifiques qualifiés dans les années à venir.

Dans le même discours, le ministre de l'Industrie a énuméré neuf pays, indiquant le pourcentage de leur produit national brut qu'ils consacrent à la recherche. Il y a lieu de noter que le Canada est au bas de la liste. Les États-Unis y consacrent 2.84 p. 100, le Royaume-Uni, 2.37 p. 100, la Russie Soviétique, 2 p. 100, le Japon, 1.48 p. 100, l'Allemagne de l'Ouest, 1.18 p. 100, la Suède, 1.7 p. 100, la France, 1.5 p. 100, les Pays-Bas, 1.4 p. 100, et le Canada .86 p. 100. Considérant ces chiffres et les déclarations de ces deux ministres sur l'importance de la recherche, que trouvons-nous dans l'exposé budgétaire du ministre des Finances? Le ministre déclare qu'à cause d'une vague de prospérité, le gouvernement a décidé de ne pas mettre en chantier cette année l'édifice dont a besoin le Conseil national de recherches, principal organisme de recherches au Canada, parce que nous devons freiner cette vague de prospérité.

Le jour même où les journaux d'Ottawa rapportaient le discours du budget, ils annonçaient qu'un des principaux entrepreneurs de la ville d'Ottawa mettait en chantier cette année un immeuble de bureaux et d'appartements de 30 millions de dollars. Cet entrepreneur décidait de ne pas donner suite à l'appel du ministre. Je ne le blâme pas. Ce qui l'intéresse, c'est de réaliser des profits. Il n'y a rien de mal à cela. Il veut aménager des installations que des gens fortunés sont disposés à acheter; il va donc de l'avant.

Si le ministre s'inquiétait vraiment de cette vague de prospérité, au lieu d'annoncer simplement que le gouvernement n'irait pas de l'avant à l'égard de certains projets nécessaires et revêtant la plus grande importance pour le bien-être de tous les Canadiens, il aurait songé, ce qu'il n'a pas fait, à un système de priorité de façon que les restrictions en ce qui concerne le bâtiment, si vraiment elles s'imposent, visent les choses les moins importantes pour les Canadiens.

La nécessité d'accroître les dépenses et de déployer plus d'efforts dans le domaine de la recherche a été démontrée, avec documents à l'appui, dans le mémoire présenté par l'Université McGill à la Commission Bladen. Je voudrais vous donner un aperçu de ce qu'on y dit, d'abord au sujet des sciences biologiques:

Bien subventionnées par rapport à d'autres, ces sciences ne reçoivent cependant pas l'appui qui leur est dû et leur position n'est que relativement forte.

On ajoute plus loin que le Canada ne consacre ni assez d'argent ni assez d'efforts aux travaux de recherches et que les ressources sont par conséquent insuffisantes dans tous les secteurs d'activité. On dit également ceci:

Dans le cas des sciences biologiques, la grande inquiétude de l'heure provient de la perte de fonds américains, attribuable à la nouvelle politique, en vertu de laquelle les fonds destinés aux travaux de recherches doivent être dépensés aux États-Unis plutôt qu'à l'étranger.

Le gouvernement a-t-il annoncé que ces fonds seraient remplacés? S'il l'a fait, je n'en ai pas eu connaissance ni les universités non plus. Que dit-on des sciences physiques? Voici ce que l'Université McGill en dit dans son mémoire:

Les sciences physiques sont dans une situation encore plus fâcheuse, comparativement et absolument. Le coût des installations modernes a tellement augmenté qu'un homme de science invité à faire partie du corps enseignant d'une université détaillera souvent le matériel et les fonds qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions avant d'accepter l'emploi qui lui est offert. La pénurie d'enseignants qui sévit dans les facultés de sciences physiques, attribuable en partie à l'ouverture de nouvelles universités, à l'exode vers les États-Unis et à l'attrait qu'exerce l'industrie, met le président de cette faculté dans une position peu enviable.

Ce ne sont que deux exemples des problèmes qui se posent à l'Université McGill. Dans le mémoire que celle-ci a présenté à la Commission Bladen, elle émet plusieurs recommandations bines précises.

● (3.30 p.m.)

J'aimerais en citer quelques-unes:

Que le gouvernement double au moins les sommes données actuellement aux universités pour la recherche dans le domaine des sciences, et, en particulier, qu'on augmente beaucoup les subventions globales aux institutions.

Que le gouvernement déclare immédiatement une politique visant à remplacer l'appui financier des États-Unis par des subventions prises sur ses propres fonds à mesure que cet appui est retiré des entreprises canadiennes.

Que le gouvernement permette aux institutions de prélever 40 p. 100 du montant total de toutes les subventions accordées au personnel académique travaillant dans les universités canadiennes.